

132586

REPUBLIQUE DU SENEGAL

ASSEMBLEE NATIONALE

X<sup>ME</sup> LEGISLATURE

DEUXIEME SESSION ORDINAIRE DE L'ANNEE 2006

**RAPPORT**

**FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DE L'ECONOMIE GENERALE,  
DES FINANCES, DU PLAN ET DE LA COOPERATION  
ECONOMIQUE**

**SUR**

**LE PROJET DE LOI N° 33 /2006 PORTANT LOI DE FINANCES  
RECTIFICATIVE POUR L'ANNEE 2006**

**PAR**

**M. GREGOIRE BIRAM NGOM**

**RAPPORTEUR**

**Monsieur le Président,  
Monsieur le Ministre d'Etat,  
Madame, Monsieur les Ministres**

La Commission de l'Economie générale, des Finances, du Plan et de la Coopération économique s'est réunie le mercredi 22 novembre 2006, sous la présidence de Monsieur Ndiawar TOURE, Président de ladite Commission, pour délibérer sur le projet de loi n° 33/2006 portant loi de finances rectificative pour l'année 2006.

Le Gouvernement était représenté par Monsieur Abdoulaye DIOP, Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances, ayant à ses côtés Madame Awa Fall DIOP et Monsieur Cheikh Hadjibou SOUMARE, respectivement Ministre des Relations avec les Institutions et Ministre délégué chargé du Budget. Ils étaient accompagnés de leurs principaux collaborateurs.

Monsieur le Président de la Commission a réitéré ses félicitations et celles des Commissaires à Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances et lui a ensuite donné la parole pour la présentation du projet de loi de finances rectificative pour l'année 2006.

Dans son introduction, Monsieur le Ministre d'Etat a expliqué à vos commissaires que l'Etat a bénéficié de ressources additionnelles au cours de l'année 2006. Ces ressources ont eu pour origine :

- les contributions du Koweït (17 milliards de francs CFA) et de la Banque Islamique de Développement (17,4 milliards de francs CFA) au financement de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) prévue à Dakar ;
- les retombées financières évaluées à 22 milliards de francs CFA obtenues après l'annulation de la dette multilatérale par les pays du G8 au titre de l'Initiative d'Allègement de la Dette multilatérale (IADM) ;
- le Programme de Modernisation et d'Intensification agricole (PMIA) pour un montant de 5,100 milliards de francs CFA ;
- la consolidation des plus-values de recettes de l'année 2006 pour un montant de 14,326 milliards de francs CFA.

## 2

Le montant global de ces ressources additionnelles se chiffre à 75,826 milliards de francs CFA devant couvrir des dépenses d'investissement de 59,130 milliards de francs CFA et des dépenses de fonctionnement de 16,696 milliards de francs CFA.

L'affectation de ces ressources aux dépenses de fonctionnement a pris en compte le degré de maturité des projets retenus et pour lesquels l'absorption rapide ne pose aucun problème. Le premier concerné est le secteur de l'Education pour 4,400 milliards de francs CFA destinés aux augmentations des salaires des corps émergents, 3,4 milliards de francs CFA aux bourses et 2,2 milliards en appui au COUD.

La deuxième affectation de ressources vise la couverture des dépenses pour la refonte du fichier électoral pour un montant de 2,5 milliards de francs CFA et les moyens de la CENA pour 800 millions de francs CFA.

Enfin, le secteur de la Santé se voit affecter 800 millions de francs CFA pour la couverture sanitaire des personnes du troisième âge éligibles a programme SESAME.

En dépenses en capital, l'engagement financier se chiffre à 59,13 milliards de francs CFA dont 24,73 milliards de ressources internes et 34,4 milliards de ressources externes. Ainsi l'enveloppe des ressources affectées aux investissements publics sur ressources internes de la gestion 2006 passe de 320,265 milliards de francs CFA à 344,372 milliards et celui sur ressources externes de 292,972 milliards à 327,995 milliards de francs CFA.

Les affectations de ressources les plus importantes sont orientées vers :

- la construction et les infrastructures pour 38,1 milliards de francs CFA dont 34,4 milliards aux travaux préparatoires au sommet de l'OCI ;
- l'Agriculture et l'Elevage pour 13,2 milliards de francs CFA destinés en priorité au Programme de Relance de la Filière Arachide (5 milliards), à la reconstruction du capital semencier (2,172 milliards), au Programme agricole, volet Engrais (1,823 milliards) et au Programme du PMIA (2,7 milliards)
- le Centre d'Impulsion et de Modernisation de l'Elevage (CIMEL) pour 1, 381 milliard ;
- la lutte contre les épizooties pour 0,119 milliard ;

## 3

- l'emploi pour 1,5 milliard réservé au Fonds national d'Action pour l'Emploi ;
- le développement local pour 1,3 milliard consacré au Programme national de Développement local (PNDL) et au Programme d'Equipement des Collectivités (PRECOL).

A la suite de l'exposé de Monsieur le Ministre d'Etat, vos commissaires, après s'être associés aux félicitations que le Président de la Commission a adressées à Monsieur le Ministre d'Etat et à ses collaborateurs, ont interpellé celui-ci sur des problèmes découlant du rapport et sur d'autres qui appellent des précisions. Ces questions sont relatives :

- à la modicité de l'enveloppe de 4 milliards de francs CFA affectés à l'Education pour satisfaire les revendications des enseignants dont le coût total est estimé à 60 milliards de francs CFA ;
- à l'amélioration du système d'absorption des ressources mises en place par les bailleurs ;
- à la capacité d'endettement de l'Etat au regard des sommes empruntées ;
- à la part de l'Etat dans l'affectation des fonds pour l'amélioration du cadre de vie des Sénégalais ;
- au règlement, par la loi de finances rectificative, du blocage de la Justice ;
- à la prise en compte des préoccupations financières de l'Assemblée nationale et de certains ministères par une réévaluation de certains postes de dépenses.

Monsieur le Ministre d'Etat, en prenant la parole, a tout d'abord remercié l'Assemblée nationale pour ses conseils, suggestions et critiques objectives.

Il a regretté que la loi de finances rectificative soit initiée à cette période.

Il a indiqué que les ressources issues du PPTTE sont orientées pour 20 % au fonctionnement et pour 80 % à l'investissement et essentiellement vers les secteurs prioritaires.

Revenant sur le retard de la loi, Monsieur le Ministre d'Etat a précisé qu'une exception sera faite à l'obligation de l'arrêt des engagements

## 4

avant le 31 décembre de l'année en cours. Il sera accordé un délai supplémentaire au traitement de ces dépenses.

S'agissant de l'utilité de la loi de finances rectificative à deux mois de la fin de l'année, Monsieur le Ministre d'Etat a expliqué que les recettes ont été affectées dans la loi de finances initiale. Celles qui ont été recouvrées par la suite ont été validées à la suite d'arbitrages. La présentation de la LFR en session budgétaire est plus indiquée qu'en session extraordinaire.

Les dépenses urgentes ont été payées par anticipation, dans l'attente de leur régularisation par la LFR puisqu'il y a impossibilité de procéder par des virements de crédits.

Répondant à la question sur l'absorption des ressources mises en place par les partenaires financiers, Monsieur le Ministre d'Etat explique qu'un organe a été mis en place avec l'appui d'experts, pour aider les chefs de projets à exécuter les dépenses.

Il a indiqué qu'à la Conférence de Paris, les partenaires financiers ont reconnu leur responsabilité dans l'insuffisance d'absorption des crédits. Ils ont accepté d'harmoniser leurs procédures par un appui budgétaire aux pays assistés. Dorénavant, la plupart des décisions seront prises par les délégations installées dans les pays bénéficiaires.

Monsieur le Ministre d'Etat a précisé qu'il leur a été demandé d'augmenter leurs capacités propres, par un renforcement des procédures pour une plus grande transparence. D'où le Code des Marchés qui est conforme aux standards internationaux des marchés.

Il y a donc une participation des partenaires (société civile, bailleurs) dans un organe de développement qui est logé à la Primature. Il est à noter que le Ministère de l'Economie et des Finances est un facilitateur puisqu'il ne gère pas de projets ; ceux-ci sont tous logés dans les ministères techniques.

Les revues trimestrielles permettent de faire l'état de la situation de tous les projets et de proposer des solutions en cas de blocages.

## 5

Aussi, précise Monsieur le Ministre d'Etat, le taux d'absorption est-il réglé avec les trois grands partenaires (UE, BM, FMI). L'Agence française de Développement a même accepté les revues trimestrielles.

Avec le FED, le taux d'absorption est de 80 %; avec la Banque Mondiale, le taux est satisfaisant ; avec l'AFD, il est de 30 % parce que les projets s'échelonnent sur plusieurs années.

Revenant sur l'endettement du Sénégal, Monsieur le Ministre d'Etat a indiqué que, selon les critères de convergence, cet endettement ne doit pas dépasser 70 % du PIB. Auparavant, l'endettement était soutenable mais difficile. Avec le PPTE, la dette a été annulée pour 800 milliards sur les 2.500 milliards de francs CFA.

Il a révélé qu'en 2005, 14 pays dont le Sénégal ont bénéficié d'une annulation de dettes pour 1.250 milliards de francs CFA. Notre pays a un endettement de 500 milliards, soit 11 % du PIB, ce qui permet une marge d'endettement. A titre de comparaison, l'endettement était de 82,1 % en 2001, de 71,3 % en 2002, de 58,6 % en 2003, de 50 % en 2004, de 46 % en 2005 et entre 13 et 11 % en 2006, y compris la dette intérieure.

Sur le financement de l'ANOCI, Monsieur le Ministre d'Etat précisera que les travaux sont exécutés en deux phases. La première phase va du Bloc des Madeleines au Cabinet ATEPA et la seconde phase, de ce lieu jusqu'après la Mosquée de la Divinité à Ouakam.

La première phase est financée jusqu'à concurrence de 34 milliards de francs CFA par le Koweït et la BID, la seconde sur ressources propres 16,4 milliards CFA.

Il est à noter que le Koweït et la BID financent également l'élargissement de la VDN.

Interpellé sur le nombre de secteurs prioritaires, Monsieur le Ministre d'Etat dira que tous les secteurs sont prioritaires. Dans le cadre des relations avec les partenaires financiers, le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) qui a été mis en place a priorisé certains secteurs.

## 6

S'agissant de l'amélioration du cadre de vie, Monsieur le Ministre d'Etat a informé vos commissaires que, sur instruction de Monsieur le Président de la République, Monsieur le Premier Ministre a tenu une réunion interministérielle avec les ministres concernés pour dégager un certain nombre d'axes pour relever le défi. Le Ministère de l'Equipement a anticipé sur ses crédits alors que le Ministère des Finances prendra le relais en 2007. Monsieur le Ministre d'Etat conclura qu'une réflexion est en cours pour faire bénéficier ce ministère, d'une enveloppe de 1,9 milliard de francs CFA, montant supérieur à celui demandé. Une requête de financement est adressée à nos partenaires pour un appui.

A la suite de Monsieur le Ministre d'Etat, Monsieur le Ministre délégué chargé du Budget reviendra sur certaines questions qui l'interpellent directement.

Il indiquera que les 4,4 milliards sont destinés à faire face aux engagements pris lors des négociations. Les corps émergents souhaitent disposer des mêmes indemnités que les titulaires. Finalement, il a été arrêté à une répartition de 1,2 milliard pour les premiers et 2 milliards pour les augmentations. Le reste des ressources est destiné à l'Université de Saint-Louis (540 millions), à l'ENSA (100 millions), au COUD (100 millions), aux bourses nationales (1 milliard), au CROUS (100 millions).

Revenant sur les mouvements d'humeur au Ministère de la Justice, il a informé que le Ministre de la Justice a expliqué à vos commissaires les doléances posées par les greffiers qui réclament l'indemnité de participation à la judicature ainsi que le recrutement des vacataires. En règle générale, seul les magistrats perçoivent l'indemnité de judicature et ont d'ailleurs, renoncé au fonds de greffes.

Il a, par ailleurs, fait état de la résorption des postes de vacataires à recruter. Sur les 115 postes à régulariser, 58 l'ont été et Monsieur le Premier Ministre envisage d'autres moyens de résorber le reliquat.

Intervenant de nouveau dans le débat, vos commissaires ont également souhaité que les ministres apportent de plus amples informations sur :

## 7

- l'appréciation de la nature ponctuelle ou structurelle des difficultés à l'Université de Dakar ;
- l'égalité de financement des daaras qui exécutent une mission de service public au même titre que les écoles privées confessionnelles qui reçoivent annuellement une subvention de l'Etat.

S'agissant de l'égalité d'accès des daaras au financement de l'Etat pour une plus grande justice sociale, Monsieur le Ministre d'Etat trouve que ce sentiment est également partagé par lui. Tous les partenaires de l'école, au sens large, doivent réfléchir sur la question.

Monsieur le Ministre d'Etat répondra qu'il lui est difficile d'allouer des ressources à une structure qui n'est pas en règle sur le plan juridique, au risque d'engager sa responsabilité devant la Cour des Comptes.

Il suggère de réfléchir à l'allègement des critères fixés aux écoles privées. Il regrette même que la subvention allouée à celles-ci soit bloquée depuis plus d'une décennie, même pour les rares écoles privées qui interviennent dans les zones rurales.

Monsieur le Ministre délégué chargé du Budget révélera que les difficultés de l'Université sont d'ordre structurel dans la mesure où elle accumule des arriérés de paiement dus à une insuffisance de ses crédits.

Depuis deux ans, des mesures de redressement sont prises par le Gouvernement. Les budgets ont été multipliés par 5 dans le secteur de l'Education. Les bourses et aides ont doublé, atteignant 20 milliards et les crédits du COUD sont passés de 5 à 10 milliards de francs CFA.

Monsieur le Président de la République considère l'éducation comme un investissement. Cependant, l'accroissement des effectifs (10.000) bénéficiant d'allocations et de prestations sociales pose des problèmes.

Monsieur le Ministre délégué chargé du Budget a conclu que des mesures urgentes s'imposent pour faire face aux importantes charges des universités.



Satisfaits des réponses de Messieurs les Ministres, vos commissaires ont adopté, à l'unanimité, le projet de loi n° 33/2006 portant loi de finances rectificative pour l'année 2006 et vous demandent d'en faire autant, s'il ne soulève, de votre part, aucune objection majeure.



REPUBLIQUE DU SENEGAL  
Un Peuple – Un But – Une Foi  
\*\*\*\*\*

ASSEMBLEE NATIONALE

\*\*\*\*\*

X<sup>ÈME</sup> LÉGISLATURE

N° 30/2006

AB 2586



# Loi portant Loi de finances rectificative pour l'année 2006



L'Assemblée nationale, après en avoir délibéré, a adopté,  
en sa séance du mercredi 29 novembre 2006, la loi dont la  
teneur suit :



**ARTICLE PREMIER :** *les dispositions des articles premier Alinéas II et III ,2,3,4,5, 6 alinéas I et II et 7 alinéas I et II de la loi 2005-31 du 21décembre 2005 portant loi de finances pour l'année 2006 sont abrogées et remplacées par les suivantes :*

**ARTICLE PREMIER :** *II – Les ressources internes du budget général sont évaluées dans la loi de finances rectificative de l'année 2006, à la somme de 945.926.000.000 francs CFA conformément à l'annexe I de la présente loi.*

*III. – Pour la loi de finances rectificative de l'année 2006, le Président de la République est autorisé à contracter des emprunts et à recevoir des dons au nom de l'Etat du Sénégal d'un montant de 473.972.000.000 francs CFA.*

*Ces emprunts pourront être contractés soit sur le marché national, soit sur le marché extérieur auprès de pays ou organismes étrangers et auprès d'organismes internationaux, à des conditions fixées par décret ou par convention.*

**ARTICLE 2 :** *Les charges du budget général sont évaluées dans la loi de finances rectificative de l'année 2006, à la somme de 1.419.862.567.000 francs CFA conformément aux annexes III et IV de la présente loi.*

**ARTICLE 3 :** *Pour la loi de Finances rectificative de l'année 2006, les ressources et les charges de l'Etat et l'équilibre qui en résulte, sont fixés aux montants suivants :*

En milliards de francs

RESSOURCES		CHARGES		SOLDE
<b>A - BUDGET GENERAL</b>				
<i>A 1 - Recettes internes</i>	<b>945,9</b>	<i>Dépenses</i>		
<i>Titre 0 71 Recettes fiscales</i>	890,3	<i>Titre 1 dette publique</i>	97,5	
<i>Titre 0 72 Recettes non fiscales</i>	47,5	<i>Titre 2 personnel</i>	266,3	
<i>Titre 0 76 Recettes Exceptionnelles</i>	0,1	<i>Titre 3 et 4 autres dépenses</i>	378,2	
<i>Titre 0 29 Remboursement de prêts</i>	8,0	<i>Titre 5 dépenses en capital</i>	345,0	
<i>A 2 - Recettes externes</i>	<b>452,0</b>	<i>Titre 6 transfert en capital</i>	327,4	
<i>Titre 0 16 Emprunt Obligataire</i>	75,0			
<i>Titre 0 16 Emprunt Programme</i>	37,0			
<i>Titre 0 74 Dons budgétaires</i>	12,6			
<i>Titre 0 12 à 17 Tirage Dons et emprunts</i>	327,4			
<b>TOTAL A=(A1 + A2)</b>	<b>1397,9</b>	<b>TOTAL</b>	<b>1414,4</b>	<b>-16,5</b>
<b>B - COMPTES SPECIAUX DU TRESOR</b>				
<i>Titre 7- Recettes</i>	41,7	<i>Titre 7 Dépenses</i>	47,2	-5,5
<b>TOTAL C=(A + B)</b>	<b>1439,6</b>	<b>TOTAL</b>	<b>1461,6</b>	<b>-22,0</b>

**ARTICLE 4 :** *Le montant des crédits ouverts pour la loi de finances rectificative de l'année 2006, au titre des services votés réévalués du budget de fonctionnement, est fixé à la somme de 730.800.000.000 francs CFA ainsi répartie :*

- Titre 1 Amortissement et charges dette publique	97 500 000 000 francs CFA
- Titre 2 dépenses personnel	266 300 000 000 francs CFA
- Titre 3 dépenses de fonctionnement	197 222 093 000 francs CFA
- Titre 4 Autres transferts courants	164 277 907 000 francs CFA
- Titre 4 transferts courants subventions aux CST	5 500 000 000 francs CFA

**ARTICLE 5 :** *Il est ouvert, pour la loi de finances rectificative de l'année 2006, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses ordinaires, des crédits d'un montant de 16.696.000.000 francs CFA ainsi répartis :*

- Titre 3 dépenses de fonctionnement	7 479 552 000 francs CFA
- Titre 4 transferts courants	9 216 448 000 francs CFA

*Ces crédits sont répartis par ministère conformément à l'annexe IV de la présente loi.*

**ARTICLE 6 :** *I.- Pour la loi de finances rectificative de l'année 2006, les ressources internes destinées au financement des dépenses en capital sont évaluées à 344.995.000.000 francs CFA.*

*II - Il est ouvert pour la loi de finances rectificative de l'année 2006, au titre des dépenses en capital du budget général, les crédits de paiement de montant 344.995.000.000 francs CFA.*

**ARTICLE 7 :** *I Pour la loi de finances rectificative 2006, les prévisions de tirage (emprunts et subventions) affectées à des dépenses en capital sur ressources extérieures sont évaluées à 327.372.000.000 francs CFA ainsi réparties :*

- Emprunt	226 295 000 000 francs CFA
- Subvention	101 077 000 000 francs CFA

*II Les financements acquis affectés à des dépenses en capital sont évalués à 1.563.634.000.000 de francs CFA ainsi répartis :*

- Emprunt	1 091 366 000 000 francs CFA
- Subvention	472 268 000 000 francs CFA

*Ces prévisions de tirage (PT) et financements acquis (FA) sont repris conformément à l'annexe V jointe à la présente loi.*

**ARTICLE 2 :** *les dispositions de la loi 2005-31 du 21 décembre 2005 portant loi de finances pour l'année 2006 sont complétées par un article 20 ainsi libellé :*

**ARTICLE 20:** *Dans le cadre des augmentations de salaires décidées par le gouvernement, celles concernant les hiérarchies C, D, et E, sont exonérées d'impôts sur le revenu des personnes physiques.*

**ARTICLE 3 :** *les dispositions de la loi 2005-31 du 21 décembre 2005 portant loi de finances pour l'année 2006 sont complétées par un article 21 ainsi libellé :*

**ARTICLE 21 :** *Il est institué un prélèvement dénommé prélèvement FSIPP sur les prix des hydrocarbures raffinés.*

*La valeur du prélèvement FSIPP est fixée lors de chaque révision des prix des hydrocarbures raffinés conformément aux dispositions du décret n° 2006-952 du 26 septembre 2006 abrogeant et remplaçant le décret n° 98-342 du 21 avril 1998 fixant les modalités de détermination des prix des hydrocarbures raffinés.*

*Les modalités de recouvrement du prélèvement FSIPP sont déterminées par arrêté du Ministre chargé des Finances.*

*Les modalités d'utilisation du prélèvement FSIPP sont déterminées par décret.*

**Dakar, le 29 Novembre 2006**

**Le Président de Séance**

  
**Iba Der THIAM**

## **ANNEXES LEGISLATIVES**

---

**- PREVISIONS DE RECETTES  
PAR ARTICLE ET PAR PARAGRAPHE**

---

---

---

**ANNEXE 1**  
**Prévisions des recettes par article et par paragraphe**

En milliers

Nomenclature budgétaire et nature recette	PREV.LF 2006	PREV.LFR 2006	ecarts	
			val Abs	Val rel
<b>ARTICLE 71 - RECETTES FISCALES</b>				
<b>Paragraphe 711</b>				
Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	96 400 000	96 400 000	0	0,00%
<b>Paragraphe 712</b>				
Impôts sur les salaires et autres rémunérations	110 600 000	110 600 000	0	0,00%
<b>Paragraphe 713</b>				
Impôts sur le patrimoine	14 000 000	14 000 000	0	
<b>Paragraphe 714</b>				
Autres impôts directs	2 000 000	2 000 000	0	0,00%
<b>Paragraphe 715</b>				
Impôts et taxes intérieures sur les biens et services	510 600 000	514 800 000	4 200 000	0,82%
<b>Paragraphe 716</b>				
droits de timbre et d'enregistrement	21 800 000	21 800 000	0	0,00%
<b>Paragraphe 717</b>				
Droits et taxes à l'importation	120 600 000	130 726 000	10 126 000	8,40%
<b>Paragraphe 719</b>				
Autres recettes fiscales	8 000 000	8 000 000	0	
<b>71 - TOTAL RECETTES FISCALES</b>	<b>884 000 000</b>	<b>898 326 000</b>	<b>14 326 000</b>	<b>1,62%</b>
<b>ARTICLE 72- RECETTES NON FISCALES</b>				
<b>Paragraphe 721-</b>				
Revenu de l'Entreprise et du Domaine	15 900 000	15 900 000	0	0,00%
<b>Paragraphe 722</b>				
Droits et frais administratifs	2 800 000	2 800 000	0	0,00%
<b>Paragraphe 723-</b>				
Amendes et condamnations pécuniaires	100 000	100 000	0	0,00%
<b>Paragraphe 724</b>				
Produits financiers	18 900 000	18 900 000	0	0,00%
<b>Paragraphe 729</b>				
Autres recettes non fiscales	4 700 000	9 800 000	5 100 000	108,51%
<b>72-TOTAL RECETTES NON FISCALES</b>	<b>42 400 000</b>	<b>47 500 000</b>	<b>5 100 000</b>	<b>12,03%</b>
<b>ARTICLE 76- AUTRES</b>				
<b>Paragraphe 76..</b>				
Recettes exceptionnelles	100 000	100 000	0	0,00%
<b>TOTAL AUTRES RECETTES ART 29</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>
<b>TOTAL RECETTES INTERIEURES</b>	<b>926 500 000</b>	<b>945 926 000</b>	<b>19 426 000</b>	<b>2,10%</b>
ARTICLE - 12 - Dons, projets et legs	101 077 000	101 077 000	0	0,00%
ARTICLE - 15 Tirage sur emprunt	191 895 000	226 295 000	34 400 000	17,93%
ARTICLE - 16 Dons programmes	134 000 000	134 000 000	0	0,00%
ARTICLE - 74 Emprunts programmes	12 600 000	12 600 000	0	0,00%
<b>TOTAL RECETTES EXTERIEURES</b>	<b>439 572 000</b>	<b>473 972 000</b>	<b>34 400 000</b>	<b>7,83%</b>
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>	<b>1 366 072 000</b>	<b>1 419 898 000</b>	<b>53 826 000</b>	<b>3,94%</b>



- **RÉPARTITION PAR POUVOIR PUBLIC ET  
PAR MINISTÈRE DE LA REEVALUATION  
DES SERVICES VOTES APPLICABLES AUX  
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT**



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Un Peuple-Un But-Une Foi

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2006	LFR pour l'année 2006 Réévaluation Services Votés
<b>10 Dette Publique</b>		
<b>DETTE PUBLIQUE</b>		
<b>Dette Publique</b>		
Titre 1 - 10 Amortissement et charge de la dette publique et depen	119.500.000.000	97.500.000.000
<b>Total Dette Publique</b>	<b>119.500.000.000</b>	<b>97.500.000.000</b>
<b>TOTAL DETTE PUBLIQUE</b>	<b>119.500.000.000</b>	<b>97.500.000.000</b>
<b>Total Général Section 10</b>	<b>119.500.000.000</b>	<b>97.500.000.000</b>
<b>21 Présidence de la République</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 21 Dépenses de personnel	2.700.477.000	2.700.477.000
Titre 3 - 21 Dépenses de fonctionnement	6.139.334.000	6.139.334.000
Titre 4 - 21 Transferts courants	2.730.318.000	2.730.318.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>11.570.129.000</b>	<b>11.570.129.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>11.570.129.000</b>	<b>11.570.129.000</b>
<b>Total Général Section 21</b>	<b>11.570.129.000</b>	<b>11.570.129.000</b>
<b>22 Assemblée Nationale</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 22 Dépenses de personnel	2.887.728.000	2.887.728.000
Titre 3 - 22 Dépenses de fonctionnement	4.760.500.000	4.760.500.000
Titre 4 - 22 Transferts courants	96.800.000	96.800.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>7.745.028.000</b>	<b>7.745.028.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>7.745.028.000</b>	<b>7.745.028.000</b>
<b>Total Général Section 22</b>	<b>7.745.028.000</b>	<b>7.745.028.000</b>
<b>23 Commission Electorale Nationale Autonome</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 3 - 23 Dépenses de fonctionnement	0	0
Titre 4 - 23 Transferts courants	800.000.000	800.000.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>800.000.000</b>	<b>800.000.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>800.000.000</b>	<b>800.000.000</b>
<b>Total Général Section 23</b>	<b>800.000.000</b>	<b>800.000.000</b>



## RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Un Peuple-Un But-Une Foi

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2006	LFR pour l'année 2006
		Réévaluation Services Votés
<b>24 Conseil de la République Aff Eco et Sociales</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 24 Dépenses de personnel	1.988.511.000	1.988.511.000
Titre 3 - 24 Dépenses de fonctionnement	900.000.000	900.000.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2.888.511.000</b>	<b>2.888.511.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2.888.511.000</b>	<b>2.888.511.000</b>
<b>Total Général Section 24</b>	<b>2.888.511.000</b>	<b>2.888.511.000</b>
<b>25 Conseil Constitutionnel</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 25 Dépenses de personnel	88.231.000	88.231.000
Titre 3 - 25 Dépenses de fonctionnement	73.761.000	73.761.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>161.992.000</b>	<b>161.992.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>161.992.000</b>	<b>161.992.000</b>
<b>Total Général Section 25</b>	<b>161.992.000</b>	<b>161.992.000</b>
<b>26 Conseil d'Etat</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 26 Dépenses de personnel	209.614.000	209.614.000
Titre 3 - 26 Dépenses de fonctionnement	140.003.000	140.003.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>349.617.000</b>	<b>349.617.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>349.617.000</b>	<b>349.617.000</b>
<b>Total Général Section 26</b>	<b>349.617.000</b>	<b>349.617.000</b>
<b>27 Cour de Cassation</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 27 Dépenses de personnel	286.989.000	286.989.000
Titre 3 - 27 Dépenses de fonctionnement	144.358.000	144.358.000
Titre 4 - 27 Transferts courants	2.100.000	2.100.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>433.447.000</b>	<b>433.447.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>433.447.000</b>	<b>433.447.000</b>
<b>Total Général Section 27</b>	<b>433.447.000</b>	<b>433.447.000</b>



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Un Peuple-Un But-Une Foi

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2006	LFR pour l'année 2006 Réévaluation Services Votés
<b>28 Cour des Comptes</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 28 Dépenses de personnel	468.113.000	468.113.000
Titre 3 - 28 Dépenses de fonctionnement	264.250.000	264.250.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>732.363.000</b>	<b>732.363.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>732.363.000</b>	<b>732.363.000</b>
<b>Total Général Section 28</b>	<b>732.363.000</b>	<b>732.363.000</b>
<b>30 Primature</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 30 Dépenses de personnel	667.927.000	1.383.875.000
Titre 3 - 30 Dépenses de fonctionnement	3.396.094.000	3.654.387.000
Titre 4 - 30 Transferts courants	1.209.560.000	1.209.560.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>5.273.581.000</b>	<b>6.247.822.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>5.273.581.000</b>	<b>6.247.822.000</b>
<b>Total Général Section 30</b>	<b>5.273.581.000</b>	<b>6.247.822.000</b>
<b>31 Ministère des Affaires Etrangères</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 31 Dépenses de personnel	10.483.019.000	10.483.019.000
Titre 3 - 31 Dépenses de fonctionnement	10.657.633.000	10.657.633.000
Titre 4 - 31 Transferts courants	4.529.336.000	4.529.336.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>25.669.988.000</b>	<b>25.669.988.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>25.669.988.000</b>	<b>25.669.988.000</b>
<b>Total Général Section 31</b>	<b>25.669.988.000</b>	<b>25.669.988.000</b>
<b>32 Ministère des Forces Armées</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 32 Dépenses de personnel	42.561.284.000	42.561.284.000
Titre 3 - 32 Dépenses de fonctionnement	14.581.728.000	14.451.728.000
Titre 4 - 32 Transferts courants	709.879.000	3.741.879.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>57.852.891.000</b>	<b>60.754.891.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>57.852.891.000</b>	<b>60.754.891.000</b>
<b>Total Général Section 32</b>	<b>57.852.891.000</b>	<b>60.754.891.000</b>



## RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2006	LFR pour l'année 2006 Réévaluation Services Votés
<b>33 Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 33 Dépenses de personnel	19.468.756.000	19.747.106.000
Titre 3 - 33 Dépenses de fonctionnement	10.794.506.000	11.066.109.000
Titre 4 - 33 Transferts courants	0	14.713.105.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>30.263.262.000</b>	<b>45.526.320.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>30.263.262.000</b>	<b>45.526.320.000</b>
<b>Total Général Section 33</b>	<b>30.263.262.000</b>	<b>45.526.320.000</b>
<b>34 Ministère de la Justice</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 34 Dépenses de personnel	9.019.602.000	9.019.602.000
Titre 3 - 34 Dépenses de fonctionnement	4.137.372.000	4.137.372.000
Titre 4 - 34 Transferts courants	710.700.000	710.700.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>13.867.674.000</b>	<b>13.867.674.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>13.867.674.000</b>	<b>13.867.674.000</b>
<b>Total Général Section 34</b>	<b>13.867.674.000</b>	<b>13.867.674.000</b>
<b>35 Min Fonct. Pub. Trav. Emploi et Org. Profess.</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 35 Dépenses de personnel	666.314.000	666.314.000
Titre 3 - 35 Dépenses de fonctionnement	673.430.000	673.430.000
Titre 4 - 35 Transferts courants	60.000.000	60.000.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1.399.744.000</b>	<b>1.399.744.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1.399.744.000</b>	<b>1.399.744.000</b>
<b>Total Général Section 35</b>	<b>1.399.744.000</b>	<b>1.399.744.000</b>
<b>36 Min. Relat. avec les Institutions</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 36 Dépenses de personnel	94.804.000	94.804.000
Titre 3 - 36 Dépenses de fonctionnement	120.123.000	120.123.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>214.927.000</b>	<b>214.927.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>214.927.000</b>	<b>214.927.000</b>
<b>Total Général Section 36</b>	<b>214.927.000</b>	<b>214.927.000</b>



# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Un Peuple-Un But-Une Foi

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2006	LFR pour l'année 2006
		Réévaluation Services Votés
<b>37 Min de la Coopération Internationale et de la Coopération Décentralisée</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 37 Dépenses de personnel	192.131.000	192.131.000
Titre 3 - 37 Dépenses de fonctionnement	241.885.000	241.885.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>434.016.000</b>	<b>434.016.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>434.016.000</b>	<b>434.016.000</b>
<b>Total Général Section 37</b>	<b>434.016.000</b>	<b>434.016.000</b>
<b>39 Ministère des Sénégalais de l'Extérieur</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 39 Dépenses de personnel	123.823.000	123.823.000
Titre 3 - 39 Dépenses de fonctionnement	212.538.000	212.538.000
Titre 4 - 39 Transferts courants	61.474.000	61.474.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>397.835.000</b>	<b>397.835.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>397.835.000</b>	<b>397.835.000</b>
<b>Total Général Section 39</b>	<b>397.835.000</b>	<b>397.835.000</b>
<b>40 Ministère de l'économie Maritime et des Transports Maritimes Internationaux</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 40 Dépenses de personnel	1.125.290.000	1.125.290.000
Titre 3 - 40 Dépenses de fonctionnement	683.137.000	683.137.000
Titre 4 - 40 Transferts courants	21.600.000	21.600.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1.830.027.000</b>	<b>1.830.027.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1.830.027.000</b>	<b>1.830.027.000</b>
<b>Total Général Section 40</b>	<b>1.830.027.000</b>	<b>1.830.027.000</b>
<b>41 Min. Infrast. Equip Tr. Ter. Tr. Marit. Intérieurs</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 41 Dépenses de personnel	687.697.000	687.697.000
Titre 3 - 41 Dépenses de fonctionnement	360.172.000	360.172.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1.047.869.000</b>	<b>1.047.869.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1.047.869.000</b>	<b>1.047.869.000</b>
<b>Total Général Section 41</b>	<b>1.047.869.000</b>	<b>1.047.869.000</b>

République du Sénégal



Un Peuple-Un But-Une Foi

## RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2006	LFR pour l'année 2006 Réévaluation Services Votés
<b>42 Ministère Agriculture et Hydraulique Rurale et de la Sécurité Alimentaire</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 42 Dépenses de personnel	2.996.439.000	3.147.758.000
Titre 3 - 42 Dépenses de fonctionnement	1.442.535.000	2.232.513.000
Titre 4 - 42 Transferts courants	4.639.937.000	4.639.937.000
Total Budget de Fonctionnement	<b>9.078.911.000</b>	<b>10.020.208.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>9.078.911.000</b>	<b>10.020.208.000</b>
Total Général Section 42	<b>9.078.911.000</b>	<b>10.020.208.000</b>
<b>43 Ministère de l'Economie et des Finances</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 43 Dépenses de personnel	12.560.859.000	12.560.859.000
Titre 3 - 43 Dépenses de fonctionnement	6.578.440.000	6.578.440.000
Titre 4 - 43 Transferts courants	518.076.000	518.076.000
Total Budget de Fonctionnement	<b>19.657.375.000</b>	<b>19.657.375.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>19.657.375.000</b>	<b>19.657.375.000</b>
Total Général Section 43	<b>19.657.375.000</b>	<b>19.657.375.000</b>
<b>44 Ministère de l' Industrie et de l' Artisanat</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 44 Dépenses de personnel	406.469.000	406.469.000
Titre 3 - 44 Dépenses de fonctionnement	294.422.000	294.422.000
Titre 4 - 44 Transferts courants	1.408.264.000	1.408.264.000
Total Budget de Fonctionnement	<b>2.109.155.000</b>	<b>2.109.155.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2.109.155.000</b>	<b>2.109.155.000</b>
Total Général Section 44	<b>2.109.155.000</b>	<b>2.109.155.000</b>
<b>45 Ministère du Commerce</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 45 Dépenses de personnel	733.900.000	733.900.000
Titre 3 - 45 Dépenses de fonctionnement	396.971.000	396.971.000
Titre 4 - 45 Transferts courants	614.620.000	614.620.000
Total Budget de Fonctionnement	<b>1.745.491.000</b>	<b>1.745.491.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1.745.491.000</b>	<b>1.745.491.000</b>
Total Général Section 45	<b>1.745.491.000</b>	<b>1.745.491.000</b>

République du Sénégal



Un Peuple-Un But-Une Foi

## RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2006	LFR pour l'année 2006
		Réévaluation Services Votés
<b>46 Ministère de l'Urbanisme et de l'Aménag. Territ.</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 46 Dépenses de personnel	1.009.385.000	863.379.000
Titre 3 - 46 Dépenses de fonctionnement	459.770.000	434.331.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1.469.155.000</b>	<b>1.297.710.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1.469.155.000</b>	<b>1.297.710.000</b>
<b>Total Général Section 46</b>	<b>1.469.155.000</b>	<b>1.297.710.000</b>
<b>47 Ministère de l'Energie et des Mines</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 47 Dépenses de personnel	272.891.000	272.891.000
Titre 3 - 47 Dépenses de fonctionnement	189.349.000	189.349.000
Titre 4 - 47 Transferts courants	2.000.000	2.000.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>464.240.000</b>	<b>464.240.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>464.240.000</b>	<b>464.240.000</b>
<b>Total Général Section 47</b>	<b>464.240.000</b>	<b>464.240.000</b>
<b>48 Min. Patrimoine Bâti Habitat Construction</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 48 Dépenses de personnel	291.095.000	291.095.000
Titre 3 - 48 Dépenses de fonctionnement	339.794.000	339.794.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>630.889.000</b>	<b>630.889.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>630.889.000</b>	<b>630.889.000</b>
<b>Total Général Section 48</b>	<b>630.889.000</b>	<b>630.889.000</b>
<b>49 Ministère du Tourisme Transports aériens</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 49 Dépenses de personnel	408.714.000	404.112.000
Titre 3 - 49 Dépenses de fonctionnement	229.522.000	347.322.000
Titre 4 - 49 Transferts courants	107.776.000	107.776.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>746.012.000</b>	<b>859.210.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>746.012.000</b>	<b>859.210.000</b>
<b>Total Général Section 49</b>	<b>746.012.000</b>	<b>859.210.000</b>





# RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Un Peuple-Un But-Une Foi

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2006	LFR pour l'année 2006
		Réévaluation Services Votés
<b>50 Ministère de l'Education</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 50 Dépenses de personnel	106.846.620.000	106.846.620.000
Titre 3 - 50 Dépenses de fonctionnement	47.603.553.000	47.603.553.000
Titre 4 - 50 Transferts courants	50.631.564.000	50.631.564.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>205.081.737.000</b>	<b>205.081.737.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>205.081.737.000</b>	<b>205.081.737.000</b>
<b>Total Général Section 50</b>	<b>205.081.737.000</b>	<b>205.081.737.000</b>
<b>51 Ministère Recherche Scientifique</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 51 Dépenses de personnel	163.842.000	163.842.000
Titre 3 - 51 Dépenses de fonctionnement	204.669.000	204.669.000
Titre 4 - 51 Transferts courants	1.296.055.000	1.296.055.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1.664.566.000</b>	<b>1.664.566.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1.664.566.000</b>	<b>1.664.566.000</b>
<b>Total Général Section 51</b>	<b>1.664.566.000</b>	<b>1.664.566.000</b>
<b>52 Ministère des Sports</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 52 Dépenses de personnel	1.041.732.000	1.041.732.000
Titre 3 - 52 Dépenses de fonctionnement	4.130.246.000	4.130.246.000
Titre 4 - 52 Transferts courants	77.000.000	77.000.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>5.248.978.000</b>	<b>5.248.978.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>5.248.978.000</b>	<b>5.248.978.000</b>
<b>Total Général Section 52</b>	<b>5.248.978.000</b>	<b>5.248.978.000</b>
<b>53 Min Culture Patrimoine Histo. Classé</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 53 Dépenses de personnel	685.559.000	685.559.000
Titre 3 - 53 Dépenses de fonctionnement	634.712.000	634.712.000
Titre 4 - 53 Transferts courants	2.197.010.000	2.197.010.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>3.517.281.000</b>	<b>3.517.281.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>3.517.281.000</b>	<b>3.517.281.000</b>
<b>Total Général Section 53</b>	<b>3.517.281.000</b>	<b>3.517.281.000</b>



## RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2006	LFR pour l'année 2006 Réévaluation Services Votés
<b>54 Ministère Santé et de la Prévention Médicale</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 54 Dépenses de personnel	21.195.433.000	21.195.433.000
Titre 3 - 54 Dépenses de fonctionnement	15.692.545.000	15.692.545.000
Titre 4 - 54 Transferts courants	16.011.692.000	12.979.692.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>52.899.670.000</b>	<b>49.867.670.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>52.899.670.000</b>	<b>49.867.670.000</b>
Total Général Section 54	52.899.670.000	49.867.670.000
<b>55 Ministère de la Jeunesse</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 55 Dépenses de personnel	862.080.000	862.080.000
Titre 3 - 55 Dépenses de fonctionnement	1.139.205.000	1.139.205.000
Titre 4 - 55 Transferts courants	226.000.000	226.000.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2.227.285.000</b>	<b>2.227.285.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2.227.285.000</b>	<b>2.227.285.000</b>
Total Général Section 55	2.227.285.000	2.227.285.000
<b>56 Ministère de l' Environnement &amp; Protection nature</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 56 Dépenses de personnel	2.285.755.000	2.285.755.000
Titre 3 - 56 Dépenses de fonctionnement	2.573.094.000	2.573.094.000
Titre 4 - 56 Transferts courants	20.000.000	20.000.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>4.878.849.000</b>	<b>4.878.849.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>4.878.849.000</b>	<b>4.878.849.000</b>
Total Général Section 56	4.878.849.000	4.878.849.000
<b>57 MINISTERE DE LA SOLIDARITE NATIONALE</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 57 Dépenses de personnel	605.132.000	103.793.000
Titre 3 - 57 Dépenses de fonctionnement	1.400.692.000	312.800.000
Titre 4 - 57 Transferts courants	695.000.000	100.000.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2.700.824.000</b>	<b>516.593.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2.700.824.000</b>	<b>516.593.000</b>
Total Général Section 57	2.700.824.000	516.593.000

République du Sénégal



## RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Un Peuple-Un But-Une Foi

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2006	LFR pour l'année 2006 Réévaluation Services Votés
<b>58 Ministère de la Femme, de la Famille et du Développement Social</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 58 Dépenses de personnel	920.525.000	1.270.545.000
Titre 3 - 58 Dépenses de fonctionnement	1.171.264.000	1.469.178.000
Titre 4 - 58 Transferts courants	424.822.000	1.019.822.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>2.516.611.000</b>	<b>3.759.545.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>2.516.611.000</b>	<b>3.759.545.000</b>
<b>Total Général Section 58</b>	<b>2.516.611.000</b>	<b>3.759.545.000</b>
<b>59 ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 59 Dépenses de personnel	5.726.849.000	5.726.849.000
Titre 3 - 59 Dépenses de fonctionnement	2.260.074.000	2.260.074.000
Titre 4 - 59 Transferts courants	641.257.000	641.257.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>8.628.180.000</b>	<b>8.628.180.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>8.628.180.000</b>	<b>8.628.180.000</b>
<b>Total Général Section 59</b>	<b>8.628.180.000</b>	<b>8.628.180.000</b>
<b>60 Charges Non Réparties "Dépenses Communes"</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 60 Dépenses de personnel	10.075.775.000	10.075.775.000
Titre 3 - 60 Dépenses de fonctionnement	48.429.971.000	48.429.971.000
Titre 4 - 60 Transferts courants	62.910.150.000	62.910.150.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>121.415.896.000</b>	<b>121.415.896.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>121.415.896.000</b>	<b>121.415.896.000</b>
<b>Total Général Section 60</b>	<b>121.415.896.000</b>	<b>121.415.896.000</b>
<b>61 Ministère du Plan et du Développement Durable</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 61 Dépenses de personnel	321.589.000	321.589.000
Titre 3 - 61 Dépenses de fonctionnement	266.262.000	266.262.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>587.851.000</b>	<b>587.851.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>587.851.000</b>	<b>587.851.000</b>
<b>Total Général Section 61</b>	<b>587.851.000</b>	<b>587.851.000</b>



## RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Un Peuple-Un But-Une Foi

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2006	LFR pour l'année 2006
		Réévaluation Services Votés
<b>62 Min Elevage</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 62 Dépenses de personnel	908.555.000	908.555.000
Titre 3 - 62 Dépenses de fonctionnement	332.297.000	332.297.000
Titre 4 - 62 Transferts courants	23.142.000	23.142.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1.263.994.000</b>	<b>1.263.994.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1.263.994.000</b>	<b>1.263.994.000</b>
<b>Total Général Section 62</b>	<b>1.263.994.000</b>	<b>1.263.994.000</b>
<b>63 Min. Information</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 63 Dépenses de personnel	191.476.000	191.476.000
Titre 3 - 63 Dépenses de fonctionnement	1.127.886.000	1.127.886.000
Titre 4 - 63 Transferts courants	471.370.000	471.370.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1.790.732.000</b>	<b>1.790.732.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1.790.732.000</b>	<b>1.790.732.000</b>
<b>Total Général Section 63</b>	<b>1.790.732.000</b>	<b>1.790.732.000</b>
<b>64 Min. des PME - Entr. Fem et Micro Finance</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 64 Dépenses de personnel	188.665.000	188.665.000
Titre 3 - 64 Dépenses de fonctionnement	507.550.000	507.550.000
Titre 4 - 64 Transferts courants	340.000.000	340.000.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>1.036.215.000</b>	<b>1.036.215.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>1.036.215.000</b>	<b>1.036.215.000</b>
<b>Total Général Section 64</b>	<b>1.036.215.000</b>	<b>1.036.215.000</b>
<b>65 Ministère Collectivités locales &amp; Décentralisation</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 65 Dépenses de personnel	1.141.604.000	138.159.000
Titre 3 - 65 Dépenses de fonctionnement	869.296.000	336.400.000
Titre 4 - 65 Transferts courants	15.475.405.000	50.000.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>17.486.305.000</b>	<b>524.559.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>17.486.305.000</b>	<b>524.559.000</b>
<b>Total Général Section 65</b>	<b>17.486.305.000</b>	<b>524.559.000</b>

République du Sénégal



Un Peuple-Un But-Une Foi

## RECAPITULATION PAR SECTION ET PAR TITRE

(Ne tient pas compte des CST)

Pouvoirs Publics ou Ministères	Crédits Ouverts en LF 2006	LFR pour l'année 2006 Réévaluation Services Votés
<b>66 Ministère Poste, Télécom. et Nouv. Tech. Info. Com</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 66 Dépenses de personnel	117.071.000	117.071.000
Titre 3 - 66 Dépenses de fonctionnement	243.700.000	243.700.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>360.771.000</b>	<b>360.771.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>360.771.000</b>	<b>360.771.000</b>
<b>Total Général Section 66</b>	<b>360.771.000</b>	<b>360.771.000</b>
<b>67 Min. NEPAD Integ. Eco. Afr. et Polit. Bon. Gouv.</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 67 Dépenses de personnel	90.698.000	90.698.000
Titre 3 - 67 Dépenses de fonctionnement	155.750.000	155.750.000
Titre 4 - 67 Transferts courants	115.000.000	115.000.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>361.448.000</b>	<b>361.448.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>361.448.000</b>	<b>361.448.000</b>
<b>Total Général Section 67</b>	<b>361.448.000</b>	<b>361.448.000</b>
<b>68 Ministère Prévention Hygiène Publique Assainissement et d'Hydraulique Urbaine</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 68 Dépenses de personnel	530.978.000	530.978.000
Titre 3 - 68 Dépenses de fonctionnement	267.700.000	267.700.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>798.678.000</b>	<b>798.678.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>798.678.000</b>	<b>798.678.000</b>
<b>Total Général Section 68</b>	<b>798.678.000</b>	<b>798.678.000</b>
<b>69 Ministère du Cadre de Vie et des Loisirs</b>		
<b>BUDGET GENERAL</b>		
<b>Budget de Fonctionnement</b>		
Titre 2 - 69 Dépenses de personnel	0	159.755.000
Titre 3 - 69 Dépenses de fonctionnement	0	40.639.000
Titre 4 - 69 Transferts courants	0	712.300.000
<b>Total Budget de Fonctionnement</b>	<b>0</b>	<b>912.694.000</b>
<b>TOTAL BUDGET GENERAL</b>	<b>0</b>	<b>912.694.000</b>
<b>Total Général Section 69</b>	<b>0</b>	<b>912.694.000</b>
<b>TOTAL GENERAL TOUTES SECTIONS:</b>	<b>752.800.000.000</b>	<b>730.800.000.000</b>

**- REPARTITION PAR POUVOIR PUBLIC ET  
PAR MINISTERE DES MESURES  
NOUVELLES APPLICABLES AU  
FONCTIONNEMENT**

## ANNEXE 4 : Répartition des mesures nouvelles

POUV. PUBL. ET MINISTRES	PERSONNEL	FONCTIONNEMENT	TRANSFERTS COURANTS	TOTAL
POUVOIRS PUBLICS				
21 PRESIDENCE REPUBLIQUE		400 000 000		400 000 000
22 ASSEMBLEE NATIONALE				-
23 COMMIS. ELECTORALE NAT. AUTONOME			800 000 000	800 000 000
24 CONS. REP. AFF. ECONOM. SOCIALES				-
25 C. CONSTITUTIONNEL				-
26 C. D'ETAT				-
27 C. CASSATION				-
28 C. COMPTES				-
<b>S/TOTAL POUVOIRS PUBLICS</b>	-	<b>400 000 000</b>	<b>800 000 000</b>	<b>1 200 000 000</b>
30 PRIMATURE			1 020 500 000	1 020 500 000
31 M. AFF. ETRANG.		300 000 000		300 000 000
32 M. FORCES ARMEES				-
33 M. INTERIEUR COLLECTIVITES LOC		2 200 000 000		2 200 000 000
34 M. JUSTICE				-
35 M. FONCT. PUB. TRAV. EMP. ORG. PROF				-
36 M. RELAT. INST ITUTION				-
37 M. COOP. DEC. PLANF. REG				-
39 M SENEGALAIS DE L'EXTERIEUR				-
40 M. ECONOMIE MARITIME				-
41 M. INFR. EQUIP. TRANSP. TER. MARIT. INT.				-
42 M. AGRICULTURE .SECURIT AL. HYD. RUR.				-
43 M. ECONOMIE ET FINANCES				-
44 M. INDUSTR. ARTISANAT				-
45 M. COMMERCE				-
46 M. URBAN. AMENAGEMENT TERRIT.				-
47 M. ENERGIE ET MINES				-
48 M. PATRIM, BATI HABITAT ET CONSTR.				-
49 M. TOURISME ET TRANSP. AERIENS				-
50 M. EDUCATION		4 352 802 000	5 595 948 000	9 948 750 000
51 M. RECH. SCIENTIFIQUE				-
52 M. SPORTS				-
53 M. CULTURE PATRIM HISTOR. CLASSE				-
54 M. SANTE ET PREVENTION		100 000 000	700 000 000	800 000 000
55 M. JEUNESSE				-
56 M ENVIRO ET ASSAINISSEMENT				-
58 M. FEMME FAMILLE DEV SOCIAL				-
59 M. ENSEIGN. TECHN. FORMAT. PROF		86 750 000		86 750 000
61 M. PLAN DEVELOPPEMENT DURABLE				-
62 M. ELEVAGE				-
63 M INFORMATION				-
64 M PME ET MICRO-FINANCE				-
66 M . POSTES TELECOM. N.T.I.C.				-
67 M. NEPAD. INTEG. ECO AFRIC. ET B. GOUVERN.				-
68 M PREVENT. HYGIENE PUB. ASSAINIS.				-
69 M CADRE DE VIE ET DES LOISIRS		40 000 000		40 000 000
60 CHARGES NON REPARTIES			1 100 000 000	1 100 000 000
<b>S/TOTAL MOYENS DES SERVICES</b>	-	<b>7 079 552 000</b>	<b>8 416 448 000</b>	<b>15 496 000 000</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	-	<b>7 479 552 000</b>	<b>9 216 448 000</b>	<b>16 696 000 000</b>

**- REPARTITION PAR POUVOIR PUBLIC ET  
PAR MINISTERE DES CREDITS DE  
PAIEMENT NOUVEAUX APPLICABLES AUX  
INVESTISSEMENTS**



## ANNEXE 5 : Répartition des nouveaux crédits de paiement

POUV. PUBL. ET MINISTRES	Dépenses en capital exécutées par		
	l'Etat	Transfert en capital	TOTAL
POUVOIRS PUBLICS			
21 PRESIDENCE REPUBLIQUE	34 400 000 000	1 780 000 000	36 180 000 000
22 ASSEMBLEE NATIONALE			-
23 COM. ELECTORALE NAT. AUTONOME			-
24 CONS. REP. AFF. ECONOM. SOCIALES			-
25 C. CONSTITUTIONNEL			-
26 C. D'ETAT			-
27 C. CASSATION			-
28 C. COMPTES			-
<b>S/TOTAL POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>34 400 000 000</b>	<b>1 780 000 000</b>	<b>36 180 000 000</b>
30 PRIMATURE		2 750 000 000	2 750 000 000
31 M. AFF. ETRANG.			-
32 M. FORCES ARMEES			-
33 M. INTERIEUR	300 000 000	250 000 000	550 000 000
34 M. JUSTICE	700 000 000		700 000 000
35 M. FONCT. PUB. TRAV. EMP. ORG. PROF.		1 500 000 000	1 500 000 000
36 M. RELAT. INST PARL. NAT. REG. UN. AF.			-
37 M. COOP. DEC. PLANF. REG			-
39 M SENEGALAIS DE L'EXTERIEUR			-
40 M. ECONOMIE MARITIME	250 000 000	500 000 000	750 000 000
41 M. INFR. EQUIP. TRANSP. TER. MARIT. INT.		1 300 000 000	1 300 000 000
42 M. AGRICULTURE ELEVAGE HYDRAULIQUE	1 000 000 000	10 700 000 000	11 700 000 000
43 M. ECONOMIE FINANCES			-
44 M. INDUSTR. ARTISANAT			-
45 M. COMMERCE			-
46 M. URBAN. AMENAGEMENT TERRIT.			-
47 M. ENERGIE MINES			-
48 M. PATRIM. BATI HABITAT ET CONSTR.		2 000 000 000	2 000 000 000
49 M. TOURISME ET TRANSP. AERIENS			-
50 M. EDUCATION			-
51 M. RECH. SCIENTIFIQUE			-
52 M. SPORTS			-
53 M. CULTURE			-
54 M. SANTE ET PREVENTION			-
55 M. JEUNESSE			-
56 M ENVIRO ET ASSAINISSEMENT			-
58 M. FAMILLE DEV SOCIAL SOLID NAT.			-
59 M. ENSEIGN. TECHN. FORMAT. PROF.			-
61 M PLAN DEVELOPPEMENT DURABLE			-
62 M. ELEVAGE	1 500 000 000		1 500 000 000
63 M INFOORMATION		200 000 000	200 000 000
64 M PME ET MICRO-FINANCE			-
65			-
66 M. POSTES ET TELECOMMUNICATIONS			-
67 M. NEPAD ET POLIT. BONNE GOUVERN.			-
68 M HYGIENE PUB. PREVENT. ASSAINIS.			-
69 M CADRE DE VIE ET LOISIRS			-
60 CHARGES NON REPARTIES			-
<b>S/TOTAL MOYENS DES SERVICES</b>	<b>3 750 000 000</b>	<b>19 200 000 000</b>	<b>22 950 000 000</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>38 150 000 000</b>	<b>20 980 000 000</b>	<b>59 130 000 000</b>

---

**- BUDGET CONSOLIDE D'INVESTISSEMENT**

## ANNEXE 5

### Répartition des investissements par source de financement.

En millions de francs

Titre	INTITULES DES SECTEURS	SOURCES DE FINANCEMENTS						TOTAL	
		INTERIEUR (1)		EXTERIEURS (2)					
		ETAT		EMPRUNTS		SUBVENTIONS		AP+FA	CP+PT
		AP	CP	FA	PT	FA	PT		
5	Investissements	1 673 223	344 995	1 056 966	226 295	472 268	101 077	3 202 457	672 367

**AP** = autorisation de programme

Financements publics intérieurs (TRESOR)

**CP** = crédits de paiement

Financements publics intérieurs (TRESOR)

**FA** = financement acquis

Financements extérieurs

Ou en négociation très avancée

**PT** = prévisions de tirage de l'année

Financements extérieurs

budgétaire

(1) Opérations d'investissement financées sur ressources internes

(2) Opérations d'investissement financées sur aide étrangère

**- DEPENSES SUR RESSOURCES IADM**

**ANNEXE 11 : dépenses de fonctionnement financées sur  
ressources IADM**

imputation	INTITULE DES PROJETS	AFFECTATION RESSOURCES IADM
<b>21 Secrétariat Général Présidence République</b>		
11012001010 6232	AMEMAGEMENTS URBAINS	400 000 000
TOTAL SECTION		400 000 000
<b>50 Ministère Education</b>		
43134391040 6311	UNIVERSITES SAINT LOUIS	540 000 000
43134393070 6311	ENSA	100 000 000
43222230010 6311	COUD	100 000 000
43234392040 6311	CROUS	100 000 000
	CORPS EMERGENTS	
41216020010 6236	MAITRES CONTRACTUELS	1 031 867 000
41222133010 6237	VOLONTAIRES	2 466 860 000
42014033010 6238	PROFESSEURS CONTRACTUELS	605 775 000
42014033010 6239	VACATAIRES	248 300 000
	BOURSES ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ETRANGER	792 433 000
43222244010 6432	BOURSES ENSEIGNEMENT SUPERIEUR NATIONAL	1 746 815 000
<b>59 Ministère Enseignement Technique et Formation Prof</b>		
	CORPS EMERGENTS	
429170090000 6238	PROFESSEURS CONTRACTUELS	26 010 000
429170090000 6239	VACATAIRES	11 940 000
TOTAL SECTION		7 770 000 000
<b>60 Charges non réparties</b>		
91922347010 6499	APPUI AU SECTEUR PRIVE	500 000 000
912150490100 6499	CONVENTION CBAO SOTIBA ETAT	230 000 000
360150470100 6499	GUERITE DE BARGNY	370 000 000
TOTAL SECTION		730 000 000
TOTAL GENERAL		8 900 000 000

**ANNEXE 11 bis : dépenses d'investissement financées sur  
ressources IADM**

CODE PTIP	INTITULE DES PROJETS	AFFECTATION RESSOURCES PTE
<b>30 Primature</b>		
49650	MISE EN ŒUVRE SCA	500 000 000
44081	PROG. DE RENF. DE LA NUTRITION	900 000 000
47019	PLATEFORME DIAMNIADIO	600 000 000
TOTAL SECTION		2 000 000 000
<b>42 Ministère Agriculture et Hydraulique</b>		
11007	PROGRAMME RELANCE FILIERE ARACHIDE	5 000 000 000
11012	PROGRAMME AGRICOLE/VOLET ENGRAIS	1 550 000 000
TOTAL SECTION		6 550 000 000
<b>40 Ministère Economie Maritime</b>		
14007	PLAN D'ACTION PECHE CONTINENTALE ET AQUACULTURE	500 000 000
14009	CELLULE RESTRUCTURATION INDUSTRIELLE	250 000 000
TOTAL SECTION		750 000 000
<b>41 Ministère Infrastructures Equipements et Transports</b>		
35003	COMPENSATION FINANCIERE WILLIS	800 000 000
TOTAL SECTION		800 000 000
<b>62 Ministère de l'Elevage</b>		
12029	CONTROLE EPIZOOTIES/PACE	119 000 000
12058	PROJ.CREAT CENTR IMPULS ET MODERN ELEV	1 381 000 000
TOTAL SECTION		1 500 000 000
<b>35 Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de l'Emploi et des Organ.Prof.</b>		
28066	Fonds National d'Action pour l'Emploi (FNAE)	1 500 000 000
TOTAL SECTION		1 500 000 000
TOTAL GENERAL		13 100 000 000